

## Point SGC-CDL au CSAL du 09/07 : compte rendu des débats :

L'instance s'est tenue en présence des élu-e-s de Solidaires, FO et Cfdt. Nous avons siégé de 9h à 13h, en cohérence avec nos propos liminaires :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/actualite/csal/441-liminaire-csal-09072024.html>

Même dans une période d'instabilité politique totale, nous souhaitons ne pas faire le jeu de la chaise vide quand deux dossiers essentiels étaient à l'ordre du jour à notre demande : un bilan/perspective sur les SGC et les CDL, puis le dossier du « SIP de demain ». Nous avons dès lors poursuivi notre travail de représentation des personnels pour revendiquer et exprimer les analyses et la vraie vie des services.

Nous avons préparé ce CSAL à l'aide de témoignages de collègues des différents SGC . Leurs expressions, assorties de nos analyses, ont été réunies dans un dossier de 4 pages, remis en séance à l'équipe directionnelle, pour transmission à la Direction Générale. Ce document a servi de « fil rouge » au déroulé des débats : <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/actualite/csal/442-contribution-sfp31-dossier-sgc-cdl.html>

### ***Voici quelques échos des discussions, en complément de nos expressions initiales :***

**Non le NRP, n'a pas été une réussite !** Le Directeur s'est essayé à une phraséologie d'auto-satisfaction sur un service public renforcé. A l'inverse, *Solidaires Finances Publiques* a insisté sur la dégradation manifeste de l'accès aux services publics qui fait écho à la situation politique actuelle avec un sentiment majeur d'abandon, de relégation ou d'opposition des territoires et des citoyens.

**Les SGC sont des services en souffrance !** Le Directeur a défendu la création de ces services avec la volonté d'avoir des « *équipes suffisamment calibrées* ». La réalité est bien différente avec plus de 20 emplois non pourvus dans ces services provoquant une réelle souffrance au travail incontournable et récurrente : industrialisation du travail, perte de sens, usure des (quelques) « sachant-e-s » restant-e-s, ...

**Une charge de travail amplifiée !** Le nombre de budgets géré par certains postes est déséquilibré et assorti de difficultés dans les liaisons avec les interlocuteurs des collectivités, en particulier en milieu rural et péri-urbain. Cela a un impact à tous les niveaux : recettes, dépense, recouvrement et accueil.

**L'enjeu de la formation.** Avec des équipes affaiblies par des emplois non pourvus et le départ de « sachant-e-s », l'enjeu de la formation est essentiel. Nous avons souligné l'importance de garantir un réel effort sur les sujets SPL avec un recensement des besoins et une mise en œuvre toute l'année. La Direction a convenu de cet effort nécessaire avec une attention particulière à venir sur les sujets transverses, y compris dans les partenariats avec les collectivités: si par le passé les agent-e-s de la DRFiP 31 avaient du temps pour « accompagner » les agent-e-s des ordonnateurs, désormais cette époque est bien révolue !

**Des besoins exprimés dans les territoires.** Loin de la lecture d'auto-satisfaction du rapport de la cour des comptes par la Direction, *Solidaires Finances publiques* a insisté sur les attentes des élu-e-s locaux : du soutien de notre administration, en particulier en milieu rural.

**Le rôle des CDL.** La Direction se félicite des retours favorables des élu-e-s et de l'Association des Maires de France 31 sur le soutien apporté par les collègues. Nous avons convenu de ce travail effectué, mais souligné en parallèle l'importance de l'articulation CDL/SGC (attention également portée sur le calibrage des CDL avec pour certain-e-s un nombre démesuré de budgets).

**Des infos sur Revel :** alors que nous avons « écho » de projets d'absorption de l'intercom (avec 13 collectivités du Tarn, et 1 de l'Aude) ce projet ne nous a jamais été présenté en instance. Le Directeur a convenu qu'un tel projet était en réflexion mais sans aucune mise en œuvre pour 2025. *Solidaires Finances Publiques* a longuement insisté sur les difficultés du poste particulièrement sous calibré en effectifs.

**L'exemple de Toulouse Municipale** a été cité avec le sujet des « *décisions politiques prises sans coordination mesurée pour les services de la DGFIP* ». En effet, de récentes décisions de politiques tarifaires en matière de restauration scolaire ont entraîné des dysfonctionnements majeurs pour les usagers et une tension réelle pour nos collègues. L'annonce prévue des amendes de 30€ pour les retardataires en Clae « *devrait être mieux abordé par la collectivité* » (dixit notre directeur réseau).

**Zoom sur le Comminges.** Alors que ce territoire a été particulièrement en première ligne dans le combat contre le NRP (tant par l'interpellation des élu-e-s que des personnels) nous avons mis en avant les difficultés des SGC et le besoin de renfort des équipes et encadrement.

**L'inquiétude sur la RGP.** Le Directeur s'est de nouveau voulu rassurant sur l'impact de la décision de sanction prise envers un adjoint d'une Paierie. Nous demandons néanmoins toujours et encore une clarification et des garanties de notre administration sur les processus de travail pour les agents de tous grades.

*Nous nous félicitons d'avoir pu enfin aborder en CSAL la situation des SGC et nous continuerons à relayer nos analyses et les attentes des collègues. N'hésitez pas à nous contacter pour exprimer vos attentes et difficultés : [solidairesfinancespubliques.drjip31@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.drjip31@dgfip.finances.gouv.fr)*

### ***Autres points abordés lors de l'instance :***

- **SIP de demain :** un tract spécifique de compte rendu est en cours de rédaction.
- **Semaine en 4 jours :** la Direction dit poursuivre le recensement d'éventuelles candidatures dans les services. Un CSAL évoquera les services expérimentateurs choisis en septembre. Si ce projet est maintenu l'expérience ne débutera dès lors pas avant octobre, novembre, janvier ?
- **Interpellation des agent-e-s du SLR :** les élu-e-s de *Solidaires Finances publiques* ont relayé l'inquiétude des collègues avec un désastre d'emplois vacants. Le Directeur a depuis répondu par l'annonce d'un cadre A+ qui rejoindra le service et un « appel à candidature » en local (!!!) qui sera lancé en septembre. On est loin du compte au vu des difficultés soulignées par les agent-e-s .